

Communiqué concernant l'affiliation au mouvement BDS et l'utilisation de l'acronyme BDS

Par le BNC, le 7 juillet 2019

Le Comité national palestinien BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne qui assure la direction du mouvement mondial et décentralisé BDS, est encouragé par la croissance du mouvement au niveau mondial et par la création de groupes locaux, régionaux et nationaux affiliés au mouvement à travers le monde.

Les partenaires internationaux de BDS défendent les droits fondamentaux du peuple palestinien énoncés dans the [l'appel BDS](#) de 2005 et respectent l'engagement du mouvement BDS en faveur de la non-violence ainsi que ses principes éthiques et antiracistes.

Il y a eu quelques cas exceptionnels de petits groupes qui utilisent le nom BDS ou même le logo du BNC, sans aucune coordination avec le BNC, tout en violant les principes éthiques du mouvement BDS. Lorsqu'ils sont détectés, ces groupes sont approchés en privé et invités soit à se conformer aux principes et à l'Appel BDS, soit à retirer l'acronyme BDS et le logo du BNC de leur nom et de leurs activités, car ils ne peuvent pas faire partie de ce mouvement.

Afin de garantir le respect des principes éthiques et antiracistes du mouvement et de protéger le mouvement en pleine expansion, le BNC a défini les critères suivants pour tout groupe qui se considère affilié au mouvement BDS et qui utilise ou souhaite utiliser le nom BDS dans son travail de solidarité :

1) Le BNC encourage tous les groupes solidaires à se familiariser non seulement avec l'appel BDS de 2005 mais aussi avec la déclaration [sur les principes antiracistes](#) et éthiques du mouvement BDS. En outre, nous encourageons les groupes solidaires à s'assurer que ces principes sont respectés dans tous les aspects de leur travail d'organisation et de solidarité, tant sur le terrain qu'en ligne.

2) Tout groupe utilisant l'acronyme BDS dans son nom ou ses activités doit soutenir les trois droits des Palestiniens énoncés dans [l'appel BDS](#) de 2005 et se conformer aux principes antiracistes du mouvement BDS

3) Si nous encourageons les groupes BDS du monde entier à utiliser et à diffuser largement l'acronyme BDS, nous déconseillons aux camarades d'utiliser le logo du BNC (qui apparaît en haut de notre [site internet](#) et de toutes les déclarations du BNC) comme le leur, que ce soit dans leurs publications et/ou leurs comptes sur les réseaux sociaux, afin d'éviter toute confusion quant à la source des documents et des messages. Nous encourageons les camarades à créer leurs propres logos qui puissent refléter leur propre réalité.

4) Aucun groupe qui propage ou tolère des formes d'expression ou des activités entrant en conflit avec les principes d'antiracisme et de non-violence du mouvement ou qui sapent les droits des Palestiniens énoncés dans l'Appel BDS ne peut faire partie du mouvement BDS ; il sera considéré comme en dehors du mouvement BDS et sera invité, par le BNC, à ne plus utiliser l'acronyme BDS ou à ne plus revendiquer une quelconque affiliation au mouvement.

5) Aucun groupe affilié à un groupe ou à une organisation connue pour tolérer des points de vue contraires aux directives éthiques ou aux principes antiracistes du mouvement BDS ne peut faire partie du mouvement BDS et il lui sera demandé de retirer l'acronyme BDS de son nom et de son logo.

6) Si un groupe porte atteinte à l'un des principes éthiques et antiracistes du mouvement BDS, le BNC demandera en privé au groupe de retirer l'acronyme BDS et de cesser de se présenter comme faisant partie du mouvement BDS. Si le groupe ne tient pas compte de la demande du BNC dans un délai déterminé, le BNC censurera publiquement le groupe et le mettra à distance du mouvement BDS.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) souscrit aux paroles de Martin Luther King, selon lesquelles « l'injustice où que ce soit est une menace pour la justice partout ». Nous nous efforçons d'être moralement cohérents dans notre lutte, et c'est pourquoi nous continuons à avoir une tolérance zéro pour toute forme de racisme ou de sectarisme.

L'utilisation abusive de l'acronyme BDS est mauvaise par principe et nuit à l'ensemble de notre mouvement. Elle renforce les attaques du régime israélien d'extrême droite contre le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens. Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que notre mouvement soit moralement cohérent et adhère à des principes éthiques et antiracistes dans la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Source : [BDS Movement](#)

BDS France à la semaine anticoloniale et antiraciste : webinaire le 13 février de

14h à 15h30

Dans le cadre de la semaine anticoloniale et antiraciste, **la Campagne BDS France interviendra pour un webinaire** sur le thème : La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) au service de la lutte anticoloniale – petites victoires et grands combats.

Avec Juliette, Monira, Geneviève et Olivier, membres de la Campagne BDS France.

Soyez au rendez-vous **le samedi 13 février de 14h à 15h30 !**

[Assistez au webinaire sur la page de la semaine anticoloniale et antiraciste \(cliquer ici\)](#)

[Le programme de la semaine anticoloniale et antiraciste](#)

L'Union Juive Française pour la Paix interviendra également **le mardi 9 février de 19h à 20h30** sur le thème : Mettre fin à l'apartheid israélien, comment surmonter efficacement les pressions des lobbies sionistes ?

Avec Jean Guy Greilsamer



BDS : décolonisons l'espoir !

Le 22 décembre

À celles et ceux qui nous soutiennent,

Nous gardons l'espoir, malgré tous les obstacles. Mais notre espoir n'est pas le produit de vœux pieux ou d'illusions quant aux défis qui nous attendent, car un tel espoir ne ferait que

prolonger notre situation coloniale.

Notre espoir est ancré dans le riche héritage de lutte de notre peuple palestinien, dans le consensus palestinien sur lequel se fonde la résistance à l'oppression du mouvement BDS, réfléchi et globalisé, et dans votre solidarité enthousiasmante avec notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous sommes pleins d'espoir parce que votre soutien au mouvement BDS a multiplié son impact ces dernières années, affaiblissant davantage le régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid exercé par Israël.

Notre espoir, comme le montre notre dernière vidéo, est décolonisé ! Allez voir ! Nous avons demandé à des Palestinien.ne.s d'âges et de milieux divers ce que BDS signifie pour eux/elles, et leurs réponses ont reflété le quasi-consensus de soutien à BDS. Des réfugié.e.s, des militant.e.s chevronné.e.s du boycott depuis la première Intifada, des grand-mères, des jeunes, des étudiant.e.s d'Acre, de Naplouse, de Tulkarem, un prêtre, le chef du syndicat des pêcheurs de Gaza, tou.te.s ont répondu à l'unisson : BDS, c'est l'espoir de réaliser nos droits.

[DONNEZ !](#)

Plus que jamais, nous avons besoin de votre généreux soutien tandis que nous affrontons un régime israélien brutal qui consacre d'énormes ressources financières, diplomatiques, politiques, dans le domaine du renseignement et de la propagande, au combat contre le mouvement BDS.

Pour mener à bien son projet colonial, il doit insuffler le désespoir dans la tête des colonisés. Notre projet de libération implique de décoloniser nos esprits au moyen d'une résistance stratégique, efficace et pleine d'espoir. BDS est au centre de cette belle résistance.

Votre soutien nourrit cet espoir décolonisé.

Omar Barghouti, défenseur des droits humains, co-fondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

BDS Movement

[DONNEZ !](#)

Le mouvement BDS non-violent pour la liberté, la justice et l'égalité est soutenu par la majorité absolue de la société palestinienne. BDS rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction SM pour BDS France

Les 20 principaux impacts de notre travail collectif pour la justice en 2020

Communiqué du Comité national palestinien du BDS (BNC)

le 15 décembre 2020

Votre soutien a permis nos réalisations collectives, y compris les premières étapes vers les sanctions, mais nous avons besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

Malgré son investissement massif de ressources financières, politiques, diplomatiques, de propagande et d'espionnage dans sa guerre contre le mouvement BDS, Israël a échoué, comme l'admettent aujourd'hui certains de ses propres groupes de

pression, grâce à votre soutien dans le monde entier.

Depuis des années, les militants se demandent quand nos efforts fructueux en matière de « B » et de « D » commenceront à déboucher sur un certain « S ». Quand nos campagnes de boycott et de désinvestissement à la base commenceront-elles à inciter les décideurs politiques à envisager d'imposer à l'Israël de l'apartheid des sanctions similaires à celles imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid dans le passé ?

Nous partageons avec vous ci-dessous 20 des plus importants indicateurs d'impact que votre soutien nous a permis d'atteindre collectivement en 2020. Nous avons peut-être commencé les premières étapes de cette transition vers le « S », mais nous avons encore besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

DONNEZ !

1. **Soutien mondial à #UNInvestigateApartheid** : L'appel palestinien à l'ONU pour enquêter sur l'apartheid israélien et imposer des sanctions pour y mettre fin, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud, a reçu un soutien massif de la société civile internationale. Parmi les signataires figurent [452 organisations de la société civile](#) du monde entier, des [pays du Sud](#), dix ex-présidents d'[Amérique latine](#) et d'[Afrique](#), 720 parlementaires, diplomates et personnalités culturelles, ainsi que le diplomate des Nations unies membre de [The Elders Lakhdar Brahimi](#).
2. **Des appels de plus en plus nombreux aux sanctions** : Des dirigeants politiques et des personnalités du monde entier ont appelé à l'adoption de sanctions contre Israël afin de mettre un terme à l'annexion formelle et de facto des terres palestiniennes. Parmi eux, le [Conseil oecuménique des Eglises](#) et, au Royaume Uni, des [députés](#), le [Congrès des Syndicats \(TUC\)](#), et des [artistes de renom](#).

3. **Des dirigeants arabes appellent à des sanctions** : Des dizaines de dirigeants arabes – anciens premiers ministres, ministres et diplomates, personnalités de la culture et de la société civile – [appellent](#) à « un large éventail de sanctions efficaces » pour contrer l'apartheid israélien et l'annexion illégale.
4. **L'ONU publie une base de données sur les colonies** : [L'ONU a publié](#) « une liste très attendue » de 112 sociétés complices de l'entreprise illégale de colonisation israélienne, un premier pas concret vers la responsabilisation des sociétés israéliennes et internationales qui permettent les graves violations des droits des Palestiniens par Israël. La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays, a [appelé](#) les entreprises figurant sur la liste des Nations unies à « mettre fin à leur présence illégale ... sur la terre palestinienne ». Néanmoins, de nombreuses entreprises complices ne sont pas encore incluses dans la base de données et doivent être ajoutées. Par exemple, plus de [100 organisations demandent](#) que l'ONU ajoute HPE à la base de données pour sa complicité dans les colonies israéliennes.
5. **La justice israélienne subit des défaites** : La guerre juridique d'Israël (lawfare) contre le BDS a subi des coups importants. Réprimandant le gouvernement français, la Cour européenne des droits de l'homme a [jugé](#) que le fait de préconiser le boycott des produits israéliens relevait de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Un tribunal allemand a [statué](#) que la ville de Munich ne pouvait pas refuser un espace public aux groupes du BDS pour leurs manifestations. Aux États-Unis, une tentative incessante soutenue par le lobby israélien pour censurer et punir l'American Studies Association (ASA) pour son soutien au boycott universitaire d'Israël a une fois de plus [échoué devant les tribunaux](#).

6. **La Cour suprême britannique soutient le désinvestissement local** : La Cour suprême du Royaume-Uni, dans [un arrêt historique](#), a rétabli le droit des fonds de pension des autorités locales à se désinvestir des entreprises complices des violations israéliennes des droits de l'homme, en réprimant les restrictions gouvernementales illégales.
7. **Soutien progressif croissant des États-Unis aux droits des Palestiniens et au BDS** : Les représentants du Congrès américain [appellent](#) à conditionner le financement militaire d'Israël ; 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans [soutiennent un boycott total d'Israël](#); Alexandria Ocasio-Cortez – AOC – a [abandonné](#) une manifestation célébrant Yitzhak Rabin, qui a dirigé le nettoyage ethnique et la répression violente du peuple palestinien ; la députée Cori Bush, qui soutient le BDS, a été [élue](#) malgré les dénigrements du lobby israélien.
8. **Les principales institutions financières désinvestissent** : Davantage d'institutions financières de premier plan se sont retirées des entreprises impliquées dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens. Le fonds de pension néerlandais ABP [s'est séparé](#) de deux banques israéliennes qui finançaient les colonies, et la société norvégienne [Storebrand s'est séparée](#) de quatre sociétés profitant de l'occupation illégale d'Israël.
9. **Boycott culturel et gains contre le lavage des roses** : Le soutien au boycott culturel des institutions culturelles israéliennes complices s'est accru. Plus de 170 réalisateurs de films queer [s'engagent](#) à ne pas participer au festival du film LGBT TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien. Dix-neuf participants au TLVFest 2020 [se sont retirés](#), dont huit [cinéastes brésiliens](#). Docaviv – le Festival international du film documentaire de Tel-Aviv 2020, qui s'associe à des ministères du gouvernement israélien, a également été bouleversé par quatre [annulations](#) de la part de

cinéastes et d'invités internationaux.

10. **La semaine contre l'apartheid israélien intégrée dans les campagnes antiracistes: [Plus de 100 groupes européens](#)** se sont joints à un appel palestinien pour coordonner les événements annuels de la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) avec les activités marquant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. La Semaine contre l'apartheid israélien a été organisée dans le monde entier, malgré la pandémie de COVID-19, et de nombreux [événements](#) ont dû se dérouler en ligne.
11. **Les victoires du désinvestissement des campus :** [L'Université de Manchester \(Royaume Uni\)](#) a désinvesti près de 2 millions de livres sterling à des entreprises complices de l'oppression d'Israël. Aux États-Unis, les étudiants de [l'université Columbia](#), de [l'université de l'Illinois Urbana-Champaign](#) et de [l'université d'Etat de San Francisco](#) ont tous voté pour se désinvestir de l'apartheid israélien.
12. **Les victoires de la campagne de boycott du Puma :** La plus grande université de Malaisie, Universiti Teknologi MARA (UiTM), [a mis fin](#) à un accord de parrainage avec Puma concernant le soutien de la société aux colonies israéliennes illégales. Le club de football Luton Town FC, qui fait partie de la Ligue de championnat britannique, a [abandonné](#) Puma comme fournisseur, tout comme le club de football [Chester F.C.](#) du Royaume-Uni. Dans un moment de franchise, un avocat de Puma a résumé l'impact de la campagne à un organisateur de boycott, en disant : « Vous nous rendez la vie misérable ».
13. **Les artistes arabes s'opposent à la normalisation des EAU :** Près de 100 artistes arabes, y compris palestiniens, ainsi que 17 groupes et organisations culturelles [se sont engagés](#) à boycotter toutes les activités culturelles parrainées par le régime des EAU au sujet de la normalisation d'Israël. Parmi les signataires figurent des grands noms du cinéma, de la

musique, de la photographie, des arts du spectacle et des arts visuels, entre autres.

14. **G4S perd des contrats** : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et une multinationale en Jordanie – qui a demandé à rester anonyme – ont décidé de [ne pas renouveler leurs contrats avec G4S](#) en 2020. G4S, la plus grande société de sécurité au monde, a une longue histoire d'implication dans les violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris la participation à [la gestion de l'Académie de police israélienne](#) à Jérusalem, la formation des forces de police israéliennes, avec un long historique d'implication dans les crimes de guerre.
15. **Propagation des zones libres d'apartheid** : Malgré la pandémie de COVID-19, les zones libres d'apartheid (ZLA) continuent de se répandre et de mobiliser les communautés. En Italie, le nombre d'activités commerciales, de centres culturels et sportifs et d'associations qui se sont déclarés libres de l'apartheid israélien [a dépassé les 200](#). Plus de 100 ZLA en Europe ont [dénoncé le #CoronaRacism](#), y compris celui d'Israël. Au Chili, la Fédération des étudiants de l'Université Austral [s'est déclarée](#) zone libre d'apartheid, tout [comme](#) dix associations d'étudiants de l'Université Complutense de Madrid.
16. **Victoires du #RightToBoycott** : Malgré l'intensification des tentatives d'Israël et de ses alliés d'extrême droite pour réprimer le mouvement BDS, les militants des droits de l'homme ont remporté de nombreuses victoires du #RightToBoycott. Une puissante mobilisation mondiale a fait pression sur Israël pour [qu'il libère](#) le coordinateur général du mouvement BDS, Mahmoud Nawajaa, après 19 jours de détention sans inculpation. Le gouvernement écossais a réprimandé le gouvernement britannique en [déclarant que](#) les institutions publiques, les organisations ou les individus écossais devraient être libres de débattre, d'approuver ou de mettre en

œuvre le BDS. Aux États-Unis, seule une [fraction des projets de loi](#) introduits ciblant le plaidoyer pour les droits des Palestiniens sont devenus des lois en raison des mobilisations citoyennes.

17. **Le soutien à l'embargo militaire s'accroît** : 10 000 personnes ont [demandé](#) à l'UE de cesser d'utiliser les drones de la société israélienne Elbit Systems ; [Liverpool](#) et [Séville](#) ont annulé les principales foires aux armes, dont Elbit Systems, suite à l'opposition locale dans les deux villes ; et Microsoft [s'est séparé](#) de la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision, qui aide Israël à maintenir son régime d'apartheid sur les Palestiniens.
18. **CAF soumise à des pressions pour abandonner le chemin de fer des colonies** : 70 groupes basques ont [demandé](#) à la société CAF de se retirer du projet illégal de métro léger de Jérusalem, qui permet à Israël de poursuivre ses politiques coloniales et d'apartheid, et huit syndicats norvégiens ont [demandé](#) que CAF soit exclue des marchés publics.
19. **Lancement du boycott d'AXA** : 10 000 personnes et 250 organisations se sont [engagées](#) à boycotter AXA pour ses investissements dans les banques israéliennes qui permettent l'occupation et l'apartheid d'Israël.
20. **Des artistes, des universitaires et des organisations culturelles s'opposent à la réduction au silence des défenseurs des droits des Palestiniens en Allemagne** : 375 universitaires et artistes se sont [opposés à des tests politiques décisifs](#) en Allemagne visant à réduire au silence les défenseurs des droits des Palestiniens en vertu du droit international. Par ailleurs, [32 organisations culturelles allemandes de premier plan](#) ont critiqué la résolution anti-BDS de 2019 du Parlement allemand, déclarant qu' «au lieu de freiner l'antisémitisme, la résolution a étouffé l'échange ouvert d'idées... et la liberté d'expression dans les arts », tous deux protégés par la Constitution.

Avec votre soutien continu, nous pouvons commencer à voir se concrétiser davantage de « S » !

[DONNEZ !](#)

Source : [BDS movement](#)

Traduction JPB pour pour BDS FRance

[Communiqué du BNC] Nous ne serons pas réduits au silence.

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 2 décembre 2020

Notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est confronté à des attaques de plus en plus nombreuses. Leur guerre contre BDS est un échec, mais nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour défendre les droits des Palestiniens.

Cette année, le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien a été confronté à une escalade des attaques de l'apartheid israélien et de ses partisans anti-palestiniens.

Dans de nombreux pays, en particulier en Europe et aux États-Unis, un climat inquiétant d'intimidation et de répression a résulté de la diffusion de la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA qui associe l'opposition légitime au régime d'apartheid, de colonialisme et d'occupation illégale d'Israël à l'antisémitisme.

Les militants de la solidarité avec la Palestine, les associations et le mouvement BDS dans son ensemble sont diffamés, se voient refuser l'accès aux espaces publics et aux financements, sont censurés par les fournisseurs de plateformes de médias sociaux et sont persécutés par les organisations de droit israélien dans le cadre de procès futiles. Des politiques et des lois restrictives sont adoptées pour diaboliser ou criminaliser les boycotts des consommateurs ainsi que le désinvestissement et l'approvisionnement éthique par les institutions publiques.

**Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour
défendre les droits des Palestiniens
et notre liberté d'expression collective.**

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

La bonne nouvelle, c'est que leur guerre contre le BDS est en train d'échouer.

Aux États-Unis, seule une fraction (25 %) des 202 projets de loi introduits pour supprimer notre défense des droits des Palestiniens est devenue une loi en raison de la forte opposition de la base et des libertés civiles.

La Cour européenne des droits humains (CEDH) a rendu une décision historique en juin, statuant que l'appel au boycott des produits israéliens relève de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits humains.

Les experts des droits humains des Nations unies sont intervenus contre les motions antidémocratiques et anti-palestiniennes adoptées contre le mouvement BDS en Allemagne, demandant au gouvernement allemand de veiller à ce que les groupes et les partisans du BDS « puissent mener à bien leur

travail légitime dans un environnement sûr et favorable, et sans restrictions excessives ».

Des centaines d'universitaires juifs et israéliens, y compris des spécialistes renommés de l'histoire juive et de l'Holocauste, ont également condamné les résolutions parlementaires en Allemagne et en France qui assimilent l'antisionisme et le BDS à l'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, la Cour suprême a confirmé le droit des fonds de pension publics de se séparer des entreprises complices de l'apartheid israélien en rejetant les restrictions illégales du gouvernement, tandis qu'un tribunal espagnol a rejeté le procès frivole d'un groupe de pression israélien contre l'annulation par la ville de Cadix d'un événement cinématographique parrainé par l'ambassade israélienne.

Avec votre soutien, nous continuerons à développer notre mouvement non-violent BDS, à construire des alliances plus fortes avec les mouvements de justice mondiale, et à donner de l'espoir et de l'inspiration aux Palestiniens alors que nous continuons sur la voie de la libération.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

Source: [BDS movement](#)

Traduction GD pour BDS France

Journée internationale d'action pour le boycott de Puma : Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël – 12 décembre 2020

Journée internationale d'action pour le boycott de Puma : Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël – 12 décembre 2020

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 20 novembre 2020.

*Le soutien de Puma à l'occupation militaire israélienne et au régime d'apartheid en fait **Le Pire Cadeau De tous** Rejoignez le 12 décembre les groupes du monde entier pour la quatrième journée d'action contre le soutien de Puma aux colonies illégales d'Israël sur les terres palestiniennes volées. Le gouvernement d'extrême droite israélien intensifie son expansion de colonies illégales sur des terres palestiniennes volées. Dans le même temps, il démolit un nombre record de maisons palestiniennes, laissant des centaines de familles palestiniennes sans abri pendant une pandémie.*

Le soutien de Puma à ces violents accaparements de terres en fait ... **Le Pire. Cadeau. De tous.**

Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël

**Inscrivez-vous pour la 4ème Journée Internationale d'action
BoycottPuma, 12 décembre**

[ICI](#)

L'occupation militaire israélienne et les colonies illégales forcent les familles palestiniennes à quitter leurs maisons, avec le soutien total de l'administration Trump.

Puma affirme qu'il soutient l'égalité mais il contribue à prolonger la dépossession brutale des Palestiniens autochtones.

Puma soutient les équipes de football dans les colonies illégales d'Israël par sa licence exclusive en Israël qui a des filiales dans les colonies.

Puma, sponsor de l'apartheid israélien : Le Pire. Cadeau. De tous.

**Inscrivez-vous pour la 4ème #Journée Internationale d'action
BoycottPuma, 12 décembre**

[ICI](#)

Alors que les populations du monde entier sont aux prises avec la pandémie de Covid-19, avec la catastrophe climatique et les effets du capitalisme sauvage, nos choix en tant que consommateurs sont plus importants que jamais.

Nos choix et nos campagnes ont le pouvoir d'apporter des changements. Nous pouvons convaincre les entreprises de respecter leurs politiques en matière d'éthique et de droits humains.

Puma est très soucieuse de son image. Un avocat de Puma nous a dit que nos appels au boycott de Puma rendent leur vie » pénible « .

Rejoignez-nous dans nos efforts pour convaincre Puma de mettre fin à son soutien profondément immoral aux violations des droits humains des Palestiniens par Israël.

Passez à l'action :

Vous trouverez ci-dessous des idées pour la journée d'action #BoycottPuma, que ce soit chez vous ou, si les restrictions locales de COVID-19 le permettent, dans les magasins ou chez les détaillants de Puma.

Chaque groupe local BDS France décide quel type d'action il souhaite faire : en ligne ou dans la rue !

Soyez créatifs ! Intégrez des thèmes sportifs à vos actions et partagez-les sur les médias sociaux.

Utilisez les hashtags #BoycottPuma et #PumaFam (ceux de Puma, que nous avons complètement détournés !).

Pour les actions dans la rue ou dans les magasins :

1. Organisez un « Le Pire. Cadeau. De tous. » dans ou devant un magasin ou un détaillant Puma

Soyez créatifs. Faites savoir aux consommateurs que Puma est le « pire cadeau de tous ». Imprimez les visuels « **Le Pire. Cadeau. De tous.** » et demandez aux passants si vous pouvez les prendre en photo avec un des visuels.

Utilisez le localisateur de magasins Puma ou recherchez Puma sur Google Maps pour trouver les magasins Puma dans votre ville.

2. Marquez un but #BoycottPuma pour les droits des Palestiniens

Mettez en place un but #BoycottPuma et marquez un point pour les droits des Palestiniens ou organisez un match de football

simulé. Partagez une photo ou une vidéo sur les médias sociaux avec le hashtag #BoycottPuma.

3. Utilisez la banderole « Taclons Puma » et distribuez des tracts. (modèle ci-dessous)

Pour les actions en ligne :

1. Possédez-vous des équipements de la marque Puma ? Transformez-les !

Inscrivez « Boycott » au-dessus du logo des équipements Puma que vous possédez, ou collez-le simplement sur le logo Puma. Réalisez une courte vidéo ou prenez une photo de vous pendant que vous changez la marque de votre équipement Puma et publiez-la sur les médias sociaux.

2. Faites appel aux équipes parrainées par Puma pour #BootPuma

Vérifiez si les équipes locales sont sponsorisées par Puma et incitez-les à abandonner Puma. Prenez une photo avec le maillot de votre équipe en tenant un panneau #BoycottPuma et publiez-la sur les médias sociaux.

Avant le jour de l'action :

1. Remettez ou envoyez l'appel de 200 clubs palestiniens aux bureaux de Puma

Puma a des bureaux en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Suède, en Norvège, en Finlande, au Danemark, en Autriche, aux Pays-Bas, en France, en République tchèque, en Pologne, en Turquie, en Afrique du Sud, aux EAU, aux États-Unis, en Argentine, au Chili, au Mexique, au Pérou, en Inde, en Australie, à Singapour, en Malaisie, en Indonésie, au Japon, en Corée du Sud et à Hong Kong.

Consultez l'appel [ici](#)

Adresses-mails des bureaux de Puma

E-Mail général :

service@puma.com info@puma.com

Dirigeants :

christin.kluth@puma.com michael.laemmermann@gmail.com
benoit.menard@puma.com

Jean-François PALUS, Président du conseil de surveillance de Puma. son secrétariat : Juliette Tella
juliette.t@pumatma.com

2. Impliquez le monde du sport

Encouragez les associations sportives locales, les équipes sportives populaires, les clubs de supporters et les tournois sportifs antiracistes à se joindre aux actions avec des photos et des vidéos.

3. Organisez une conférence ou un atelier

Impliquer les associations sportives locales dans un webinaire sur les attaques israéliennes contre les sports palestiniens et la campagne #BoycottPuma. Contactez les intervenants éventuels : pacbi@bdsmovement.net

4. Lancez une campagne de désinvestissement

Vérifiez si votre fonds de pension, votre banque ou toute autre institution dont vous êtes membre est un investisseur de Puma et demandez-lui de désinvestir. Contactez-nous pour obtenir de l'aide à ce sujet : pacbi@bdsmovement.net

Vous pouvez utiliser ce matériel :

[Banderole](#)

[Tract](#)

Visuels :



Exemples de tweets :

J'ai acheté des équipements @Puma avant que Puma ne soutienne les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées. <https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Jusqu'à ce que Puma mette fin à sa complicité avec l'occupation militaire israélienne, je vais #RebrandPuma pour soutenir les équipes palestiniennes qui appellent à #BoycottPuma. Au revoir #PumaFam !
<https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de football des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de football des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées #BoycottPuma #PumaFam

Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le football israélien, je n'achète plus Puma #BoycottPuma #PumaFam

Tant que Puma soutient le football de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque ! #BoycottPuma #PumaFam

Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE ! #BoycottPuma #PumaFam

Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de football des colonies israéliennes

illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de football qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam

Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam

Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël. #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le football d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !

Source de l'article original (légèrement modifié): [BDS movement](#)

[Communiqué de la campagne BDS France] Rassurez-vous : La Campagne BDS est bien légale !

Communiqué de la campagne BDS France

26 novembre 2020

Une Dépêche du Ministère de la Justice, relative à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens, à destination des procureur-e-s de la République, a jeté le trouble parmi les ami-e-s du BDS, qui, à la première lecture, y ont vu une décision de frapper le BDS du sceau de l'illégalité.

En effet, la France, après avoir été condamnée par la CEDH **pour avoir interdit l'appel au boycott des produits israéliens** ([arrêt Baldassi du 11 juin 2020](#)), semble s'obstiner à voir un délit dans cet appel et à se montrer prête à violer le droit européen supérieur, selon la hiérarchie des normes, au droit national ?

Mais qu'en est-il en réalité ?

La dépêche insiste sur le « renforcement de l'exigence de motivation des décisions de condamnation » et sur le fait que « la CEDH n'a pas invalidé la possibilité de poursuites des appels au boycott » mais ne remet pas en question l'arrêt de la CEDH, puisqu'elle reconnaît que la décision de la CEDH « s'avère protectrice de la liberté d'expression militante en ce qu'elle autorise l'appel au boycott politique », et il ne

pourrait y avoir de poursuites que si « les faits caractérisaient un appel à la haine ou à la discrimination et non une simple action politique. »

La campagne BDS reste donc parfaitement protégée par l'arrêt de la CEDH puisque c'est un mouvement antiraciste, pour l'égalité complète des droits, pour la fin des discriminations que subit le peuple palestinien, pour le respect du droit international et des droits humains universels.

Nous voyons donc dans cette dépêche, destinée essentiellement à répondre aux demandes des relais d'Israël en France, une dernière tentative désespérée de montrer la possibilité de poursuites pour appel au boycott des produits israéliens, et cerise sur le gâteau, un manque du sens de la pédagogie quand le ministère de la Justice « oublie » d'inclure dans ses stages de citoyenneté, l'historique des boycotts, le rappel de la colonisation comme crime de guerre ainsi qu'un cours de droit international qui rappellerait que la résistance au colonialisme est légale et que les notions de crimes d'apartheid et de crimes contre l'Humanité s'appliquent aussi à Israël.

Alors, nous le répétons : soyez rassurés et rejoignez-nous dans le combat de la campagne BDS pour la justice et la liberté.

Retrouvez la dépêche du Ministère de la Justice [ici](#)



BDS France, Juin 2020. @Campagnebds

Le mouvement pacifique BDS l'emportera sur l'alliance d'extrême droite Trump- Netanyahu

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 19 novembre 2020

Le Comité national palestinien du BDS répond à la guerre Trump-Netanyahu contre le mouvement BDS.

 BDS movement

Ironiquement l'administration Trump, sous l'impulsion du régime d'apartheid israélien, continue de permettre et de normaliser la suprématie blanche et l'antisémitisme aux États-Unis et dans le monde tout en qualifiant d' »antisémite » le BDS, un mouvement de défense des droits humains dirigé par des Palestiniens et ses millions de partisans dans le monde. Le BDS a systématiquement et catégoriquement rejeté par principe toutes les formes de racisme, y compris le racisme anti-juif.

« L'alliance fanatique Trump-Netanyahu assimile intentionnellement l'opposition au régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid contre les Palestiniens avec l'appel à une pression non violente pour mettre fin à ce régime d'une part, et au racisme anti-juif d'autre part, afin de supprimer la défense des droits des Palestiniens en conformité avec le droit international. Cette révision frauduleuse de la définition de l'antisémitisme a été condamnée par des dizaines de groupes juifs dans le monde entier et par des centaines d'universitaires juifs et israéliens de premier plan, y compris les autorités mondiales

en matière d'antisémitisme et d'Holocauste.

« Par cette définition révisionniste et frauduleuse, même les organisations de défense des droits humains qui ne font pas partie du mouvement BDS mais qui soutiennent l'interdiction des produits des colonies, par exemple, ainsi que quelque 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans, qui soutiennent un boycott total d'Israël selon un récent sondage, seraient également désignés comme « antisémites ».

« Le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est aux côtés de tous ceux qui luttent pour un monde plus digne, plus juste et plus beau. Avec nos nombreux partenaires, nous résisterons à ces tentatives McCarthystes visant à intimider et à harceler les défenseurs des droits humains palestiniens, israéliens et internationaux afin qu'ils acceptent l'apartheid israélien et le colonialisme des colons comme une fatalité ».

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : GD pour BDS France

~~~~~

réponse à cette provocation de Mike Pompéo :

**BDS : les États-Unis qualifient d' »antisémite » le mouvement de boycott d'Israël**

Le secrétaire d'État Mike Pompeo fait une annonce alors qu'il se prépare à visiter la colonie israélienne illégale en Cisjordanie

Par le MEE et les agences – 19 novembre 2020 08:44 UTC

Les États-Unis qualifieront d'antisémite la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, qui vise à isoler Israël sur son traitement des Palestiniens, a déclaré jeudi le Secrétaire d'État Mike Pompeo.

Qualifiant le mouvement de « cancer », Pompeo a déclaré que les États-Unis « considéreront la campagne mondiale anti-Israël BDS comme antisémite... Nous voulons être aux côtés de toutes les autres nations qui reconnaissent le mouvement BDS pour le cancer qu'il est ».

Pompeo a fait ses commentaires lors d'une apparition conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, alors qu'il se préparait à visiter une colonie israélienne illégale, en violation controversée du protocole diplomatique.

Netanyahu interrompit Pompeo, lui disant que son annonce « sonne tout simplement merveilleusement » (...)

Source: [Middleeasteye](#)

---

# **Des citoyens israéliens dénoncent le Festival du Cinéma Israélien à Paris**

En novembre 2020

*De la part des citoyens israéliens – Nous dénonçons le Festival du Cinéma Israélien à Paris et le blanchiment de l'apartheid israélien*

Chers organisateurs,

Nous représentons un millier de citoyens d'Israël, qui sont actifs contre les violations du droit international et des droits humains commises par notre gouvernement à l'encontre du

peuple palestinien autochtone [1]. Nous soutenons l'appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) d'Israël, jusqu'à ce qu'il mette fin à son occupation militaire et à sa politique d'apartheid [2].

Nous vous écrivons au sujet du festival du film israélien à Paris qui doit avoir lieu plus tard ce mois-ci. En tant qu'amateurs d'art et de cinéma, nous n'avons aucune joie à perturber un événement cinématographique qui, à première vue, célèbre la culture et l'humanité. Cependant, nous ne pouvons pas rester les bras croisés lorsque le gouvernement israélien tente de blanchir son occupation, son apartheid et son colonialisme par le biais de tels festivals.

Aucun festival parrainé par le gouvernement israélien ne peut revendiquer la liberté, la justice, l'égalité ou la paix, si son existence repose sur des institutions qui violent systématiquement ces valeurs.

Les cinéastes et les organisateurs de festivals de cinéma qui souhaitent soutenir le peuple palestinien autochtone dans sa lutte contre le colonialisme doivent écouter les appels de la société civile palestinienne. Participer à des festivals parrainés par le régime israélien comme moyen de changement politique est un oxymore, qui entraîne des conséquences réelles de vie et de mort.

Nous vous demandons de rejoindre le mouvement mondial pour les droits des peuples autochtones, civils et humains. Nous vous prions d'être solidaires avec le peuple palestinien autochtone et de vous abstenir d'organiser un festival du film parrainé par le gouvernement israélien. Nous notons que des campagnes similaires étaient à la fois nécessaires et justifiées contre les tentatives du régime d'apartheid sud-africain d'utiliser l'art pour blanchir ses propres politiques d'apartheid et ses graves violations des droits humains.

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions.

Cordialement,

Boycott! SOUTIEN DE L'APPEL PALESTINIEN AU BDS DE L'INTÉRIEUR

[1] <http://boycottisrael.info/points-of-unity>

[2] <https://www.bdsmovement.net/call>

Source: [Boycottisrael](http://boycottisrael)

Traduction BDS-France

---

# Rejoignez la campagne contre Puma !

Pour manifester votre solidarité envers le peuple palestinien, partagez cet appel au boycott de Puma en publiant nos visuels et/ou en créant vous-même des visuels avec des photos. Envoyez-nous vos photos d'appel au boycott de Puma, nous les publierons avec votre autorisation.

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

Rejoignez-nous dans la **tweetstorm** prévu **samedi 21 novembre**, avec nos visuels, vos photos...N'oubliez pas les hashtags: **#BoycottPuma #PumaFam**

*Visuels*

*ici:*

<https://www.bdsfrance.org/visuels-pour-la-campagne-du-21-novem>

[bre-contre-puma/](#)

Vous avez besoin d'inspiration ? Voici des exemples de messages qui peuvent être publiés sur les réseaux sociaux :

- Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de foot des colonies illégales israéliennes  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de foot des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le foot israélien, je n'achète plus Puma  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Tant que Puma soutient le foot de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque !  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE !  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de foot des colonies israéliennes illégales  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les

peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes  
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de foot qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam
- Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le foot d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !



---

# **[Communiqué BDS France et appel à action 25 novembre] Boycottons le festival du film israélien !**

Communiqué de BDS France et appel à action pour le 25 novembre

La campagne BDS France dénonce le Festival du Cinéma Israélien de Paris comme un événement de propagande qui instrumentalise des œuvres artistiques pour blanchir le comportement criminel d'un État voyou.

L'État israélien colonise, annexe, occupe, détruit des maisons et des arbres, discrimine, enferme, opprime, blesse, torture, et tue des Palestinien.nes tous les jours, en infraction avec de nombreuses lois internationales et résolutions des Nations Unies.

Pour faire oublier ses crimes, l'État israélien finance, à travers le ministère des affaires étrangères et celui de l'immigration et d'intégration, des événements culturels qui se retrouvent complices de ce blanchiment.



Ces films peuvent être projetés en France partout, à tout moment, alors qu'ils sont utilisés ici comme arme de propagande en faveur du gouvernement israélien et de ses politiques racistes, brutales et criminelles.

Avec la société civile palestinienne, ses artistes et ses cinéastes, nous demandons aux citoyens du monde entier, par solidarité, de boycotter ce festival qui tente de faire oublier les aspects les plus sombres d'un État d'apartheid qui trahit la démocratie et ne respecte pas les droits humains les plus basiques.

### **AGISSONS LE 25 NOVEMBRE**

**Contre l'instrumentalisation de l'art par le gouvernement israélien, agissons sur les réseaux sociaux le 25 novembre avec une tweetstorm et les hashtags #boycott #festivalcinemaisraélien !**

Voici quelques messages types pouvant être utilisés dans vos tweets :

Oui au cinéma, non à la propagande israélienne. Boycottons le festival du cinéma israélien de Paris, sponsorisé par le gouvernement israélien !#boycott #festivalcinemaisraélien

Informations □ <https://bit.ly/35Uk0NE>

Pourquoi le boycott culturel ? □ <https://bit.ly/3360qwf>

Boycottons le festival du cinéma israélien de Paris, utilisé par le gouvernement israélien pour faire oublier sa politique d'apartheid. #boycott #festivalcinemaisraélien

Informations □ <https://bit.ly/35Uk0NE>

Pourquoi le boycott culturel ? □ <https://bit.ly/3360qwf>

Contre l'instrumentalisation d'événements culturels par le gouvernement israélien, boycottons le festival du cinéma israélien de Paris. #boycott #festivalcinemaisraélien

Informations □ <https://bit.ly/35Uk0NE>

Pourquoi le boycott culturel ? □ <https://bit.ly/3360qwf>

Pas d'apartheid dans ma salle de cinéma ! Boycottons le festival du cinéma israélien de Paris, sponsorisé par le gouvernement israélien. #boycott #festivalcinemaisraélien

Informations □ <https://bit.ly/35Uk0NE>

Pourquoi le boycott culturel ? □ <https://bit.ly/3360qwf>

Support art and cinema, boycott apartheid and Israel's instrumentalization of cultural events to hide its crimes !#boycott #festivalcinemaisraélien

Informations □ <https://bit.ly/35Uk0NE>

About cultural boycott □ <https://bit.ly/3360qwf>

Pour que nos actions remontent jusqu'aux organisateurs du festival, n'hésitez-pas à publier des messages sur leur [page Facebook](#). L'idée est de sensibiliser et d'inciter à se renseigner sur les raisons du boycott, non de les harceler ; restons courtois.e.s et bienveillant.e.s.

Pour étayer l'argumentaire, n'hésitez-pas à partager [la déclaration du mouvement Boycott from within sur ce festival](#)

ainsi que [notre document de quatre pages sur le boycott culturel](#).

Voici également des visuels pour illustrer vos publications



Et si vous n'avez pas Twitter, vous pouvez également poster sur Facebook:



**Nous comptons sur vous !**

---

## **Nouveau 4 pages « Contre-mensonges » de La Campagne BDS France**

Par BDS France, le 24 août 2020

*Le groupe de travail « Campagnes contre attaques contre mensonges » a récemment élaboré un 4 pages qui explique et dénonce les tentatives mensongères d'Israël pour faire taire et interdire le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) tout en rappelant les principaux objectifs de la Campagne BDS dans le combat contre l'apartheid israélien.*

*De même que les autres 4 pages de La Campagne, il nous sera*

*très utile lors de nos manifestations publiques pour expliquer comment, pourquoi et par qui le mouvement BDS est attaqué, pour rétablir la vérité des faits, et pour organiser nos contre-attaques.*

*Le document 4 pages est désormais [en ligne](#) et téléchargeable en [pdf](#) sur notre site. On peut commander la version papier à [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr), au prix de 10€ les 100 (plus 8€ de frais de ports).*



---

# #FreeMahmoud: Mahmoud Nawajaa est LIBRE !

Par le Comité National Palestinien (BNC), le 17 août 2020

*Grâce à une pression internationale soutenue, Mahmoud Nawajaa, le défenseur palestinien des droits humains, le coordonnateur de BDS, a été libéré après avoir été détenu sans accusation par Israël pendant 19 jours.*

**MAHMOUD EST LIBRE ! LA PRESSION MONDIALE SOUTENUE FONCTIONNE. INTENSIFIONS LES CAMPAGNES BDS POUR METTRE FIN À L'APARTHEID ISRAÉLIEN**

17 août 2020 – Aujourd'hui, le défenseur palestinien des droits de l'homme et coordinateur de BDS, Mahmoud Nawajaa, a été libéré par un tribunal militaire israélien, après 19 jours de détention illégale sans inculpation. Depuis son arrestation le 30 juillet dernier, le Shin Bet de la sécurité intérieure israélienne n'a présenté aucune accusation formelle contre lui.

**Dans sa première réaction après sa libération, Mahmoud Nawajaa a déclaré :**

« La pression fonctionne. Une pression mondiale soutenue fonctionne encore mieux. Je remercie Addameer de m'avoir défendu contre ce système de « justice » militaire qui fait partie intégrante de l'apartheid et du régime colonial contre notre peuple.

« Je suis profondément reconnaissant à tous ceux qui ont fait pression sur Israël de l'apartheid pour me libérer. De l'Europe et du monde arabe à l'Afrique australe, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Asie, votre solidarité m'a donné de la force et a maintenu vivant mon espoir d'être réuni avec ma famille aimante et ma grande famille BDS qui m'inspire.

Je remercie également les organisations et réseaux palestiniens et internationaux de défense des droits humains, en particulier le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains ([PHROC](#)), [Front Line Defenders](#), [Amnesty International](#) et [la Fédération internationale des droits de l'homme](#) (FIDH), qui ont joué un rôle essentiel dans ma défense en tant que défenseur des droits humains, malgré les « soupçons » fabriqués et les mensonges propagés contre moi par Israël de l'apartheid.

« BDS est une idée ainsi qu'une stratégie antiraciste efficace et moralement cohérente de résistance pacifique et de solidarité. Ils ne peuvent pas nous briser parce qu'ils ne peuvent pas écraser une idée ni contrer notre stratégie, malgré toutes les ressources financières, de renseignement, politiques, diplomatiques et de propagande qu'ils ont investies dans leur guerre de répression contre BDS.

« Intensifions nos campagnes BDS pour mettre fin à ce système d'apartheid et d'oppression et libérer les 4 700 prisonniers palestiniens. Avec nos réseaux mondiaux de solidarité mutuelle avec les mouvements pour la justice indigène, raciale, sociale, de genre et climatique, nous pouvons et nous allons atteindre la liberté, la justice et l'égalité pour notre peuple et pour toutes les communautés opprimées ».

**Dans sa déclaration appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de Nawajaa, Amnesty International a dénoncé les tentatives de l'Occident, en coordination avec Israël, de réprimer le militantisme de BDS, par ces mots :**

« Plaider pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions est une forme de plaidoyer non-violent et de liberté d'expression qui doit être protégée. Les partisans du boycott devraient être autorisés à exprimer librement leurs opinions et à faire avancer leurs campagnes sans harcèlement, menaces de poursuites ou de criminalisation, ou autres mesures qui violent le droit à la liberté d'expression ».

L'arrestation de Mahmoud Nawajaa est intervenue à un moment où la société civile palestinienne réclame [des mesures internationales efficaces de reddition de comptes](#), y compris des sanctions légales et ciblées, afin d'empêcher l'annexion *de jure* prévue par Israël et de [mettre fin à son régime d'apartheid et à son annexion de facto en cours](#).

Dans le cadre de la campagne internationale pour [#FreeMahmoud](#), le Comité national palestinien de BDS, la plus grande coalition de la société civile palestinienne, a organisé mardi dernier deux rassemblements de protestation à [Ramallah](#) et à Gaza devant les missions diplomatiques de l'Allemagne qui préside actuellement le Conseil de l'UE. Plus de 150 représentants de mouvements de masse, de syndicats, de partis politiques et de militants palestiniens de BDS se sont joints aux rassemblements, exigeant que l'UE exerce une pression concrète sur Israël pour la libération de Nawajaa et pour le respect des droits des Palestiniens sous l'égide du droit international.

**Traduction** : SF pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

# 15 citations pour marquer les 15 ans du BDS

Par Mouvement BDS, le 15 juillet 2020

Avec votre soutien, le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens s'est développé dans le monde entier et a joué un rôle sans précédent dans l'isolement du régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid dans le monde entier à partir de la base.

Nous espérons que les citations suivantes, faites par des personnalités diverses et éminentes – de la culture, l'université, la politique ainsi que dans les luttes pour la justice sociale et ethnique – sur notre mouvement et la lutte pour les droits des Palestiniens, vous inspireront pour accroître votre soutien au BDS à l'occasion de son 15e anniversaire. Votre don sera une contribution importante pour nous aider à poursuivre la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens.

*Les militants palestiniens soutiennent depuis longtemps la lutte du peuple noir contre le racisme. Lorsque j'étais en prison, la solidarité venant de Palestine a été pour moi une source majeure de courage. À Ferguson, les Palestiniens ont été les premiers à exprimer leur solidarité internationale. ... Nous avons la profonde responsabilité de soutenir les luttes des Palestiniens.*

–Angela Davis, militante sociale noire américaine emblématique, universitaire, féministe et philosophe

*Tout comme nous l'avons dit pendant l'apartheid, il était inapproprié pour des artistes internationaux de se produire en Afrique du Sud dans une société fondée sur des lois discriminatoires et l'exclusivité raciale, il serait*



*également inapproprié pour l'Opéra du Cap de se produire en Israël.*

–L'archevêque Desmond Tutu, leader sud-africain de la lutte contre l'apartheid et des droits humains, lauréat du prix Nobel

*Les campagnes [BDS] menées dans le monde entier représentent le moyen le plus prometteur pour surmonter l'échec des gouvernements du monde à s'opposer à l'intransigeance et aux comportements illégaux d'Israël.*

–Stephane Hessel, le regretté survivant franco-allemand de l'Holocauste, diplomate, auteur

*Tout comme ce fut le cas pour l'appel international contre l'Afrique du Sud pendant les années d'apartheid, nous sommes convaincus que [BDS] sera efficace pour contribuer à la pression internationale sur Israël afin qu'il abandonne son oppression et l'expulsion de la population indigène.*

–Vina Mazumdar, Arundhati Roy, Aijaz Ahmad, Vivan Sundaram, et des dizaines d'autres universitaires et artistes de premier plan qui ont signé l'appel indien au boycott académique et culturel d'Israël

*Nous, artistes latino-américains soussignés, déclarons qu'à partir de maintenant nous rejetterons toute invitation qui nous sera faite de nous produire en Israël ou en tout cas financée par ce gouvernement et qui conduirait à la « normalisation » de l'apartheid...*

–Lina Meruane (Chili), Jesús Abad Colorado (Colombie), Daniel Devita (Argentine), + 500 artistes latino-américains qui ont signé un engagement pour le boycott culturel d'Israël

*La meilleure stratégie pour mettre fin à l'occupation de plus*

*en plus sanglante est qu'Israël devienne la cible du type de mouvement mondial qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud.*

–Naomi Klein, auteur, militante sociale et cinéaste canadienne à succès

*Israël est un État d'apartheid avec plus de 50 lois qui autorisent la discrimination contre le peuple palestinien.*

–Mouvement pour les vies noires (US)

*Au cours de notre court séjour ici, nous en avons vu et entendu assez pour conclure que l'apartheid renaît ici. Dans sa forme renaissante, il est cependant pire que son prédécesseur. Même pendant les pires jours de l'apartheid, nous n'avions pas de murs pour diviser et contrôler les gens.*

–Ahmed Kathrada, le défunt leader sud-africain anti-apartheid, après avoir visité le territoire palestinien occupé

*Un de mes héros a toujours été Muhammad Ali. ... Ali a toujours été très proche du peuple palestinien, visitant les camps de réfugiés, ... et toujours prêt à être une « voix pour les sans-voix ». Je veux être une « voix pour les sans-voix » et je ne peux pas le faire en faisant ce genre de voyage en Israël.*

–Michael Bennett, champion américain du Super Bowl, militant

*Je ne veux pas franchir la ligne de démarcation établie par la société civile palestinienne, qui a demandé à tous ceux qui veulent changer la situation de ne pas coopérer avec des organisations qui sont en quelque sorte complices de l'État israélien.*

–Kamila Shamsie, romancière britannique primée d'origine

pakistanaise

*Il y a des cas où le simple fait d'ajouter votre nom à un programme de concert peut être interprété comme un acte politique qui résonne plus fort que tout ce qui peut être chanté ...*

–Elvis Costello, auteur-compositeur-interprète anglais primé

*Boycotter, désinvestir et sanctionner sont des solutions pacifiques à la crise qui détruit les maisons et les vies des Palestiniens. ... Cela a contribué à faire de l'Afrique du Sud une nation plus juste et plus équitable et cela pourrait opérer en Israël.*

–Talib Kweli, rappeur et activiste noir américain primé

*Je n'irai pas en Israël pour le moment. J'irai en Israël quand les murs tomberont. J'irai en Israël quand l'occupation aura disparu... J'irai en Israël quand l'Apartheid sera terminé. ... Je soutiens le mouvement BDS.*

–Mira Nair, cinéaste américano-indienne primée

*Les trois principaux objectifs du BDS – la fin de l'occupation, la pleine égalité pour les citoyens arabes d'Israël et le droit au retour des réfugiés palestiniens – sont conformes au droit international... Nous sommes choqués que des demandes d'égalité et de respect du droit international soient considérées comme antisémites.*

–240 universitaires juifs et israéliens, en réponse à l'attaque du Bundestag contre le BDS en 2019

*L'UE est déterminée à protéger la liberté d'expression et la liberté d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui est applicable sur le*

*territoire des États membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions de BDS menées sur ce territoire.*

–Federica Mogherini, Vice-présidente de la Commission européenne–2014-2019

**Traduction** : GD pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

# **Pourquoi soutenir le mouvement BDS ?**

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 9 juillet 2020

Voici 15 raisons de soutenir le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens à l'occasion de son 15e anniversaire :

1- Parce que le BDS est un appel éthique de la plus grande coalition de Palestiniens vivant sous l'occupation militaire, l'apartheid israélien et le déni du droit des réfugiés.

2- Parce que ça marche le BDS !

3- Parce que je crois en un monde avec des droits égaux pour tous et non des privilèges pour certains.

4 – Parce que j'étais contre l'apartheid en Afrique du Sud et que je n'accepterai pas l'apartheid en Palestine.

5- Parce que mon gouvernement, ainsi que les entreprises et

les institutions basées dans mon pays, sont complices des crimes d'Israël contre les Palestiniens.

6 – Parce que je suis contre toute forme d'oppression et de discrimination.

7 – Parce que je veux mettre fin à la complicité des entreprises dans les violations des droits de l'homme.

8 – Parce que je soutiens les droits de tous les peuples autochtones, dont les Palestiniens, sur leurs terres ancestrales, leur patrimoine culturel et leurs ressources naturelles.

9 – Parce que, tout comme le BDS, je soutiens la lutte mondiale contre le racisme sous toutes ses formes.

10 – Parce que je crois au pouvoir des peuples pour changer le monde.

11 – Parce que je m'oppose au blanchiment rose [pinkwashing] , à l'écoblanchiment [greenwashing], au blanchiment par la foi, au blanchiment par le sport, au blanchiment par l'art, ou à toute autre forme de blanchiment de l'apartheid israélien.

12 – Parce que je crois qu'aucun État, y compris Israël, ne devrait bénéficier de l'impunité pour avoir violé le droit international et les droits humains.

13 – Parce que la libération des Palestiniens est organiquement liée aux luttes menées dans mon pays pour la justice en faveur des indigènes, la justice sociale, raciale, économique, de genre et climatique.

14 – Parce que je souscris aux paroles de Martin Luther King selon lesquelles les boycotts conformes à l'éthique impliquent « le retrait de notre coopération d'un système pervers » et c'est une obligation morale fondamentale.

15 – Parce que je ne peux pas et ne veux pas rester silencieux

pendant qu'Israël perpétue des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, comprenant l'apartheid, le nettoyage ethnique, les punitions collectives, la détention de prisonniers de conscience et le blocus et les massacres à Gaza.

**Traduction** : GD pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

# **La Cour européenne des droits de l'homme porte un coup majeur à la guerre d'Israël contre la solidarité envers la Palestine**

Par Palestinian BDS National Committee (BNC) / France, le 11 juin 2020

**La CEDH rend à l'unanimité un arrêt selon lequel la condamnation pénale par la juridiction française la plus haute de partisans du boycott d'Israël viole l'article relatif à la liberté d'expression de la Convention européenne des droits de l'homme.**

- La CEDH rend à l'unanimité un arrêt selon lequel la condamnation pénale par la juridiction française la plus haute de partisans du boycott d'Israël viole l'article relatif à la liberté d'expression de la Convention

européenne des droits de l'homme.

- Cette décision a des implications majeures concernant la répression du BDS par les États en Europe, notamment en Allemagne, où les défenseurs des droits des Palestiniens subissent de graves restrictions de leurs droits civiques.

Ramallah, territoire palestinien occupé – La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) [a rendu aujourd'hui à l'unanimité](#) un arrêt selon lequel la condamnation en 2015 par la juridiction française la plus haute de militants du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) appelant au boycott non violent de produits israéliens violait l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits de l'homme.

Réagissant à cette information, Rita Ahmad, du mouvement BDS dirigé par les Palestiniens, a dit :

Cet arrêt de Cour d'une grande portée constitue une victoire décisive de la liberté d'expression, des défenseur·es des droits humains et du mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. Il confirme [une position de l'Union européenne en 2016](#) qui défend le droit d'appeler au BDS contre Israël pour réaliser les droits des Palestiniens dans le respect du droit international.

C'est un coup juridique majeur porté au régime d'apartheid et à la [guerre](#) d'Israël contre le BDS. À la demande d'Israël, les gouvernements européens, particulièrement en France et en Allemagne, ont instauré un climat menaçant de brimades et de répression pour réduire au silence les militant·es solidaires de la Palestine.

L'arrêt de la CEDH survient à une période où se généralisent les condamnations des projets d'Israël visant à annexer officiellement de vastes zones du territoire palestinien occupé. Réagissant à ces projets et à la politique israélienne

constante d'apartheid et d'annexion de facto, [la société civile palestinienne a rappelé aux États leurs obligations](#) d'adopter des "contre-mesures légales", dont une interdiction du "commerce des armes et de la coopération dans les domaines militaires et de sécurité avec Israël" et du commerce avec les colonies illégales d'Israël.

En 2009 et 2010, en France, onze militants avaient participé à des protestations pacifiques dans des supermarchés, lançant un [appel au boycott des produits israéliens](#) en solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité. Des juridictions françaises les ont condamnés pour "incitation à la discrimination".

Rita Ahmad a dit :

Au moment où des citoyen·nes européen·nes, inspiré·es par le soulèvement de Black Lives Matter aux États-Unis, s'en prennent à l'héritage odieux du colonialisme européen, la France, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE doivent mettre fin à leur répression raciste des défenseur·es des droits humains qui font campagne pour les droits humains des Palestiniens et pour la fin de l'apartheid israélien.

L'Europe est fortement [complice](#) de la politique d'Israël : occupation, siège de Gaza, lent nettoyage ethnique des Palestiniens indigènes de Jérusalem, de la vallée du Jourdain et d'ailleurs. Tant que cette complicité durera, les campagnes BDS dureront aussi.

Nous saluons les militant·es solidaires de la Palestine en France qui, malgré la répression anti-palestinienne, ont fait efficacement campagne [contre l'apartheid israélien](#) et contre les sociétés complices des crimes de guerre israéliens envers les Palestiniens, notamment [AXA](#), [Veolia](#) et [Orange](#).

[Le Comité national palestinien BDS](#) (BNC) est la plus grande coalition de la société palestinienne et dirige le mouvement BDS mondial et non violent pour la liberté, la justice et



l'égalité pour les Palestiniens. Le mouvement BDS [rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale](#).

Contexte de la procédure judiciaire (source: [site de la CEDH](#)) :

Baldassi et autres c. France (requête no 15271/16, 15280/16, 15282/16, 15286/16, 15724/16, 15842/16 et 16207/16),

Les onze requérants sont : MM. Jean-Michel Baldassi, Henri Eichholtzer, Mmes Aline Parmentier, Sylviane Mure, MM. Nohammad Akbar, Maxime Roll, Mme Laila Assakali, MM. Yahya Assakali, Jacques Ballouey, Mmes Habiba El Jarroudi, et Farida Sarr-Trichine. Les requérants sont de nationalité française, sauf M. Nohammad Akbar et Mme Habiba El Jarroudi, qui sont de nationalités afghane et marocaine. M. Eichholzer et Mme Parmentier résident à Habsheim et Zillisheim, respectivement. M. Jacques Ballouey résidait à Mulhouse, comme les autres requérants.

Ces affaires concernent la plainte de militants de la cause palestinienne pour leur condamnation pénale pour incitation à la discrimination économique, en raison de leur participation à des actions appelant à boycotter les produits importés d'Israël dans le cadre de la campagne BDS « Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».

Les requérants font partie du « Collectif Palestine 68 », qui relaie localement la campagne internationale « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (« BDS »). Cette campagne a été initiée le 9 juillet 2005 par un appel émanant d'organisations non-gouvernementales palestiniennes, un an après l'avis rendu par la Cour internationale de Justice selon lequel « l'édification du mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem Est, et le régime qui lui est associé, sont contraires au droit international ».

Le 26 septembre 2009, cinq des requérants participèrent à une action à l'intérieur de l'hypermarché [C.] d'Illzach, appelant au boycott des produits israéliens, organisée par le collectif Palestine 68. Ils exposèrent des produits qu'ils estimaient être d'origine israélienne dans trois caddies placés à la vue des clients et distribuèrent des tracts. Un événement similaire fut organisé par le collectif Palestine 68 le 22 mai 2010 dans le même hypermarché. Huit des requérants y prirent part. Les participants présentèrent en outre une pétition à la signature des clients de l'hypermarché invitant celui-ci à ne plus mettre en vente des produits importés d'Israël.

Le procureur de la République de Colmar cita les requérants à comparaître devant le tribunal correctionnel de Mulhouse pour avoir, entre autres, provoqué à la discrimination, délit prévu par l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881.

Par deux jugements du 15 décembre 2011, le tribunal correctionnel de Mulhouse relaxa les requérants. Par deux arrêts rendus le 27 novembre 2013, la Cour d'appel de Colmar infirma les jugements en ce qu'ils relaxaient les requérants. Elle les déclara coupable du délit de provocation à la discrimination.

Concernant les événements du 26 septembre 2009, la cour d'appel condamna chacun des cinq prévenus à une amende de 1 000 EUR avec sursis et au paiement in solidum à chacune des quatre parties civiles recevables (la ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, l'association avocats sans frontières, l'association alliance France-Israël et le bureau national de vigilance contre l'antisémitisme) de 1 000 EUR pour préjudice moral, et de 3 000 EUR sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale (frais exposés par les parties civiles et non payés par l'État).

Concernant les événements du 22 mai 2010, la cour d'appel condamna chacun des neuf prévenus à une amende de 1 000 EUR avec sursis et au paiement in solidum à trois des parties

civiles (la ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, l'association avocats sans frontières et l'association alliance France-Israël), chacune, de 1000 EUR pour préjudice moral et de 3 000 EUR sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale (frais exposés par les parties civiles et non payés par l'État).

Par deux arrêts du 20 octobre 2015, la chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta les pourvois formés par les requérants, qui invoquaient notamment la violation des articles 7 et 10 de la Convention. Elle jugea en particulier que la cour d'appel avait justifié sa décision, dès lors qu'elle avait relevé, à bon droit, que les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881 étaient réunis, et que l'exercice de la liberté d'expression, proclamée par l'article 10 de la Convention, pouvait être, en application du second alinéa de ce texte, soumis à des restrictions ou sanctions constituant, comme en l'espèce, des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la défense de l'ordre et à la protection des droits d'autrui.

Invoquant l'article 7 (pas de peine sans loi) de la Convention, les requérants se plaignent d'avoir été condamnés sur le fondement de l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour incitation à la discrimination économique alors que ce texte ne vise pas la discrimination économique. Invoquant l'article 10 (liberté d'expression), ils se plaignent de leur condamnation pénale en raison de leur participation, dans le contexte de la campagne BDS, à des actions appelant au boycott des produits originaires d'Israël.

**Traduction** : SM pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

# **VIDEO #Covid19Palestine : l'appel de solidarité de la Campagne BDS France**

—

Une vidéo reprenant les photos qui nous ont été envoyées en solidarité avec le peuple palestinien suite à l'initiative **#Covid19Palestine** lancée par la Campagne BDS France.

COVID-19: Message de solidarité de la Campagne BDS France: <https://www.bdsfrance.org/covid-19-message-de-solidarite-de-la-campagne-bds-france/>

Musique: *Emel Mathlouthi*

**Twitter** :  
<https://twitter.com/Campagnebds/status/1254789118388604929?s=20>

**Facebook** :  
<https://www.facebook.com/BDSFrance/videos/236409327418542/>

---

# Le député sud-africain Mandla Mandela appelle la société civile à soutenir BDS

Par La Coalició Prou Complicitat amb Israel, 23 mars 2020



Le 19 mars, le panel réuni pour la Semaine sur l'apartheid israélien intitulé « *Conversations sur l'apartheid, de l'Afrique du Sud à la Palestine* », avec le député sud-africain Mandla Mandela et la conférencière afro-féministe Desirée Bela, se tenait en [ligne](#).

**Mandla Mandela appelle la société civile internationale à demander à ses gouvernements de soutenir le boycott d'Israël de la même manière qu'ils l'ont fait pour l'Afrique du Sud.**

- Le leader sud-africain, petit-fils de Nelson Mandela, analyse dans une vidéoconférence les similarités entre l'apartheid israélien et celui d'Afrique du Sud.
- Plus de 1 000 personnes de 38 pays ont participé à la vidéo-conférence « *Conversations sur l'apartheid* » avec Mandla Mandela et Desirée Bela et plus de 8 000 l'ont regardé [en ligne](#).
- Si vous n'avez pas pu suivre la conférence, nous vous invitons à la regarder sur [votre chaîne YouTube](#).

Le 19 mars, le panel « [Conversations sur l'apartheid, d'Afrique du Sud en Palestine](#) » était diffusée par vidéo-conférence, du fait des mesures recommandées pour freiner la propagation du Covid-19. Plus de 1 000 personnes de 38 pays y ont participé.

L'événement, inclus dans [la Semaine sur l'apartheid israélien](#), coïncidait avec le Jour international contre le racisme, le 21 mars, qui commémore cette année le massacre de Sharpeville en Afrique du Sud, quand la police a ouvert le feu sur une manifestation pacifique contre l'apartheid, tuant 69 personnes noires et en blessant 180 autres.

L'un des orateurs était le chef tribal et membre de l'ANC (Congrès national africain) Mandla Mandela, un leader de la lutte contre le racisme et l'apartheid en Afrique du Sud, ainsi qu'un défenseur actif des droits des Palestiniens et de la campagne de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS) contre Israël. Il dialoguait avec Desirée Bela, conférencière anti-raciste et afro-féministe. L'événement était présenté par Natàlia Abu Sharar, présidente de la Communauté palestinienne de Catalogne.

La conférence s'est ouverte par un discours émouvant de Natalia Abu Sharar, présidente de la Communauté palestinienne de Catalogne, qui a commencé par faire un rappel du contexte actuel, en soulignant que cette situation d'enfermement que nous vivons en raison du Covid19, est similaire à la situation que le peuple palestinien vit au quotidien. Au cours du panel, des questions essentielles concernant la lutte antiraciste ont été introduites. D. Bela a souligné à quel point le racisme affectait profondément le développement de la vie de nombreuses personnes. Elle a également souligné le contexte de racisme institutionnalisé croissant dans de nombreux pays,

caractérisé par la construction de kilomètres de clôtures aux frontières européennes, qui criminalisent les migrants et les réfugiés. Mme Bela a également rappelé les paroles de Desmond Tutu : « *si vous êtes neutre dans les situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'opresseur* » ; et elle a également souligné l'universalité des luttes, en mentionnant qu'il ne peut y avoir de lutte antiraciste qui ne soit pas également féministe.

[Le dialogue avec Mandela](#) a commencé par la question de savoir si Israël se comportait comme un État raciste. À cet égard, Mandela a noté qu'il existe effectivement un racisme institutionnalisé, un contrôle systématique de la vie des Palestiniens, le vol des récoltes, des restrictions à la vie agricole et productive et l'annexion illégale de la terre palestinienne. Mandla a souligné des parallèles évidents avec l'apartheid sud-africain, dans un État qui se déclare être « *la seule démocratie du Moyen-Orient* », mais qui refuse au peuple palestinien l'accès au pouvoir politique afin de changer le statu quo (Israël est défini comme un État juif, refusant automatiquement des droits à la population non juive), tout en ignorant les résolutions de l'ONU.

D. Bela a souligné que ce régime d'apartheid exercé par Israël ne serait pas possible sans le soutien de la communauté internationale, ce à quoi Mandla a ajouté que la position de la majorité des gouvernements est certainement surprenante, alors qu'en fait une grande partie de la communauté internationale a approuvé les résolutions de l'ONU en faveur du peuple palestinien, et qu'en outre, il existe un grand soutien de la société civile, comme le montre l'existence de la campagne BDS. Mandla a souligné deux questions importantes : premièrement, la nécessité de rendre plus efficace le boycott des entreprises qui permettent, collaborent avec et bénéficient de l'apartheid, comme cela s'est produit en Afrique du Sud ; et deuxièmement, la nécessité d'une union des peuples opprimés, à commencer par l'union des Palestiniens

eux-mêmes. « *L'unité des opprimés est cruciale* », a déclaré le petit-fils de Nelson Mandela, comme ce fut le cas en Afrique du Sud, où les mouvements de protestation ont attiré l'attention du monde entier.

Mandla a terminé par un message fort : « *L'apartheid est un crime contre l'humanité* ». Et il a lancé un appel à l'unité du peuple, au rôle des Africains et à leur capacité de se retrouver dans les Palestiniens qui souffrent de leur propre expérience du colonialisme et de la lutte contre des régimes brutaux et oppressifs, une lutte qui n'est pas possible sans le soutien d'autres peuples. « *Nous ne devons pas nous reposer tant que nous n'aurons pas obtenu une Palestine libre également.* »

La vidéoconférence, à laquelle ont participé jusqu'à 1 000 personnes de 38 pays du monde entier, a été organisée par les entités catalanes SUDS, Servei Civil Internacional et Centre Delàs d'Estudis per la Pau, ainsi que la Coalició Prou Complicitat amb Israel, et a reçu le soutien de plusieurs organisations et institutions, telles que La Fede, l'Institut des droits de l'homme de Catalogne ou le Centre d'études africaines et interculturelles, entre autres, ainsi que de la mairie de Barcelone et l'Agence catalane de coopération au développement. L'événement a été organisé en coordination avec des organisations de Rome, Paris et Londres, BDS Italia, Solidarita por la Palestina, BDS France et Palestine Solidarity Campaign, car Mandla Mandela n'a pas pu effectuer sa tournée européenne en raison de la situation actuelle.

**Traduction** : MUV pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---



# Boycott des produits de la colonisation chez LIDL à Clermont-Fd

Quatorze militant.e.s et sympathisants AFPS 63 et BDSF 63 se sont rassemblés devant le magasin LIDL de la rue de l'Oradou le 14 février 2020 durant près de deux heures.

Ils ont distribué environ 200 tracts aux clients, expliquant pourquoi boycotter les produits de la colonisation israélienne, notamment les produits Mehadrin, qui de surcroît sont vendus sans respecter la réglementation européenne et française sur l'étiquetage ([tract co-signé par 39 organisations de la Coalition BDS 63](#)).

Nous avons reçu un bon accueil des clients, et recueilli 36 signatures d'un [feuillet demandant à LIDL de cesser le commerce avec les entreprises israéliennes](#), et 39 signatures de la pétition papier AFPS [contre le plan Trump-Netanyahou salué par le gouvernement français](#). Les 36 feuillets ont été envoyés par la poste à LIDL ainsi que 124 autres signés par des clients lors d'actions précédentes devant LIDL.

Deux militantes portant des drapeaux AFPS ont déployé une banderole Boycott Israel Apartheid sur le trottoir adjacent au parking LIDL, bien visible des nombreux automobilistes. Elles ont reçu de nombreux signes de soutien, mais aussi la visite des 3 policiers pour contrôle d'identité, sans doute à la suite d'un appel d'un passant. Une discussion sereine a eu lieu avec les 3 policiers. Nous avons auparavant eu une discussion approfondie avec le directeur du magasin venu nous rencontrer sans animosité, qui nous a indiqué qu'il fera remonter notre action et nos revendications à la direction nationale de LIDL.



Cette action a été couverte par un journaliste de « Mediacoop, le cactus de l'info » : <http://mediacoop.fr/on-parle-de-faire-respecter-letiquetage-de-produits-illegaux/>

Notre post facebook sur cette action a été partagé plus de 770 fois et aurait touché plus de 75.000 personnes.

Pour info : dans le cadre de notre campagne pour le boycott des produits israéliens jusqu'à ce que l'Etat d'Israël respecte le droit international et les droits humains, l'AFPS 63 avait inspecté en janvier 2020 l'étiquetage des produits israéliens dans 4 magasins LIDL de l'agglomération clermontoise.

Dans ces magasins on trouve des fruits et légumes (pomelos, mandarines, avocats, grenades, ...), notamment dans des emballages Mehadrin (souvent de marque Jaffa), vendus sous l'étiquette « Israël » bien que probablement en provenance de colonies en territoires occupés depuis 1967, donc en contradiction avec la réglementation européenne et française.

Nous avons donc envoyé un courrier à LIDL et un autre à la répression des fraudes (DDPP 63). Malgré ce signalement de mi-janvier à la répression des fraudes, de nouveaux produits étiquetés « Israël » étaient encore présents le 10 février dans les rayons de LIDL.


---

# La PALESTINE et BDS au festival de Clermont-Fd

Le film palestinien de [Farah Nabulsi](#), [THE PRESENT](#) a remporté le prix « international » du public du festival international du court-métrage de Clermont-Ferrand. Ce qui n'est pas rien dans un festival à plus de 165.000 entrées (15-20.000 spectateurs). Dès le premier jour le film a été très applaudi. 4.500 spectateurs ont assisté aux 3 séances de clôture le 8 février.

Présente au festival, la réalisatrice s'est exprimée [oralement](#) et [par écrit](#) sur le tournage de son film.

La Palestine et BDS ont aussi été présents pendant 6 jours au festival, où 14 militant.e.s AFPS 63 et BDSF 63 ont distribué **4.400 tracts sur la Palestine** :

**1.000 [tracts sur les paysans](#)** (rappelant l'histoire et la situation actuelle des paysans palestiniens, et distribués lors de 4 séances sur le thème « Les mondes paysans » du festival) 

et **3.400 [tracts sur le plan Trump-Netanyahu](#)** et la pétition AFPS.

Les deux tracts **appellent au boycott** de l'Etat d'Israël et de ses produits.

Ceci nous a aussi permis de faire une adhésion, plusieurs nouveaux contacts dont une étudiante palestinienne, et d'être rejoints pour le dernier tractage par 4 jeunes femmes motivées par nos actions.